

Projet de Déclaration.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges désirant assurer une protection complète et efficace à l'industrie manufacturière des nationaux des deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Les sujets Luxembourgeois en Belgique et les citoyens Belges dans le Grand-Duché de Luxembourg jouiront, en ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, de la même protection que les nationaux.

Article 2.

Pour assurer à leurs marques la protection stipulée par l'article précédent, les sujets Luxembourgeois en Belgique et les citoyens Belges dans le Grand-Duché de Luxembourg devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des deux pays.

Article 3.

Le présent arrangement sera exécutoire dès la date de sa publication officielle dans les deux pays et il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la dénonciation faite par l'une ou l'autre des parties contractantes.

En

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original, à Luxembourg, le 26 septembre, et à Bruxelles, le 25 septembre 1883

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Le Ministre des Affaires Étrangères
de Sa Majesté le Roi des Belges,

J. de S. S. au

[Signature]



